

La démocratisation de l'économie est un processus politique qui commence ici et maintenant

Willy Spieler

Le programme évoque « une énorme augmentation du pouvoir des entreprises transnationales et une perte de pouvoir des États-nations démocratiques », ainsi qu'une « concurrence en matière de localisation et de fiscalité » dans laquelle elles sont poussées. « Le capitalisme globalisé entraîne une régulation de la politique par l'économie, alors que c'est la démocratie politique qui devrait réguler l'économie. Les États perdent du pouvoir, la démocratie cède du terrain, l'aspiration personnelle au profit maximal prend le pas sur le souci du bien commun ; la privatisation des biens publics est accélérée. L'économie autoritaire met en danger la démocratie politique. » (Programme 2010, Chapitre « L'héritage de l'ordre mondial capitaliste »)

Pour la première fois, un programme du PS développe les valeurs fondamentales « liberté, justice, solidarité » que le mouvement ouvrier a hérité du « triptyque révolutionnaire » des Lumières, à savoir « liberté, égalité, fraternité ». En revanche, la bourgeoisie « n'a retenu que la liberté et encore, seulement la liberté des possédant-e-s ». Certes, la liberté économique n'est pas non plus à rejeter purement et simplement, mais elle doit être « développée en un droit de citoyenneté économique, afin que tous puissent participer à la liberté économique et avoir leur mot à dire à tous les niveaux de l'économie ». Ainsi, le discours des valeurs fondamentales du programme débouche sur une justification éthique de la démocratie économique.

« Avec l'objectif stratégique de la « démocratie économique », nous ouvrons un nouveau champ d'action politique avec un nouvel horizon temporel. La démocratisation de l'économie est à comprendre et à mettre en pratique comme un processus politique qui commence ici et maintenant et que nous voulons développer. Au lieu de privatiser tout ce qui est privatisable, notre modèle veut démocratiser tout ce qui est susceptible de l'être. » (Programme de 2010, chapitre « La démocratisation de l'économie »)

Où et comment l'économie doit-elle être démocratisée ? Ces questions sont principalement abordées dans la section « La démocratisation de l'économie ». Il commence avec le service public, qui est constitué « des secteurs et des entreprises » qui se situent « hors de la logique capitaliste. » Il faut le défendre et « l'étendre à d'autres domaines pertinents ». La démocratie économique ne se limite toutefois pas aux conditions-cadres étatiques du service public, les employé-e-s et les consommatrices et consommateurs doivent également avoir leur mot à dire dans leur mise en œuvre : « En plus des pouvoirs publics, les employé-e-s et les consommatrices et consommateurs doivent être associé-e-s aux décisions concrètes. »

Le programme renoue ensuite avec la tradition coopérative des programmes précédents. « La coopérative est le modèle opposé à celui de la société anonyme. Elle repose sur le principe démocratique « une personne, une voix », alors que la SA se base sur le principe capitaliste « un titre de participation, une voix ». Le programme entend donc développer le système coopératif : « Ainsi, des entreprises fournissant des prestations vitales comme les assurances maladie, les caisses de pension, les entreprises de télécommunication peuvent très bien être organisées en coopératives. » Pour les petites entreprises, le

programme propose un « fonds étatique pour les PME » qui aurait pour but de « racheter les entreprises qui n'arrivent pas à régler les problèmes de succession, et les transformer en coopératives. »

Dans le chapitre « Pour un aménagement du territoire durable et le droit au logement », le programme fixe un objectif ambitieux pour les coopératives de logement : leur « part au marché du logement devrait doubler à 10 pourcents jusqu'en 2020 ».

La « participation des employé-e-s aux décisions concernant la place de travail, l'exploitation et l'entreprise elle-même » est également un thème central : « Nous considérons que c'est notre tâche et la tâche des syndicats de nous battre pour une participation du travail au moins égale à celle du capital dans les grandes entreprises. » Le programme va encore plus loin en s'inspirant de l'idée d'Ota Šik développée lors du « Printemps de Prague » en 1968 : il s'agit de la « société des travailleurs et des travailleuses » qui a déjà influencé le programme de 1982. Selon ce modèle, une part fixe des bénéfices d'une société anonyme est neutralisée au profit du personnel jusqu'à ce que celui-ci atteigne une position majoritaire avec sa part de capital et prenne les pouvoirs de l'assemblée des actionnaires.

Les caisses de pension « constituent un autre instrument de démocratisation de l'économie ». Grâce à la parité dans les conseils de fondation, les salarié-e-s disposaient d'un droit de veto : « ils et elles disposent d'un pouvoir économique potentiel sans précédent ». Mais le programme ne semble pas tout à fait faire confiance à ce « potentiel », puisqu'il demande des « obligations légales [...] d'investir les capitaux uniquement dans des entreprises socialement responsables et écologiquement durables. »

A l'heure de la globalisation, « la démocratisation de l'économie dans le cadre international devient aussi toujours plus importante ». Le programme demande « l'approvisionnement en biens publics par des établissements du service public au niveau transnational au lieu de privatisations transnationales », la démocratisation des instances étatiques internationales comme l'ONU, le FMI et la Banque Mondiale ainsi que le « renforcement du poids du Conseil économique et social des Nations unies ». En parallèle, il veut « démocratiser les entreprises actives sur le plan transnational et imposer la participation des travailleurs et des travailleuses au niveau des entreprises et des branches. »

Dans le visionnaire chapitre III, le programme s'engage, au-delà de la démocratie économique, à un socialisme démocratique. Celui-ci englobe les valeurs fondamentales de la social-démocratie ainsi que l'éthique et la culture qui les sous-tendent. Il surmonte « les injustices actuelles au profit d'une société véritablement démocratique ». La « démocratisation de tous les domaines démocratisables de notre société » commence déjà à l'école. Ainsi, « le principe de la démocratie doit être déterminant pour toute la société. Il devrait aussi être appliqué [...] de manière appropriée également dans les écoles, où la démocratie devrait être apprise et exercée. »

Contrairement aux programmes précédents, le programme de 2010 a un sous-titre qui se réfère au contenu : « Pour une démocratie économique d'orientation sociale et écologique ». Le PS réitère la conviction, déjà exprimée dans le programme de 1982, qu'un capitalisme déterminé par des impératifs de croissance ne peut jamais être durable. La démocratie économique est donc une condition nécessaire, mais pas encore suffisante,

de la durabilité. Le programme désigne des interfaces où l'écologie et la démocratie économique se rencontrent : l'obligation mentionnée des caisses de pension d'investir leur capital de manière sociale et écologique ; un « fonds industriel » auquel on confie des « capitaux des assurances sociales » pour travailler « à la transformation sociale et écologique de l'économie et à sa démocratisation » ; la mandat aux « banques cantonales et les banques coopératives » qui doivent jouer un rôle central quant au « soutien à l'économie de proximité et à la conversion sociale et écologique de notre économie. »

Ce qui frappe en parcourant les programmes, c'est leur taille de plus en plus importante. Pour la première fois, le PS a adopté une version courte de son programme 2010. Le congrès 2012 à Lugano avait le choix entre deux versions, l'une plus abstraite et l'autre plus concrète. Les délégués ont opté pour celle qui, selon la majorité, commence par la démocratisation de l'économie ici et maintenant.

Source

SPIELER Willy : *La démocratie économique, un contenu visionnaire au cœur des programmes du PS suisse : les programmes de parti de 1959, 1982 et de 2010*, in : redbox edition pour le compte du PS Suisse (Ed.): Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse. 2013 Zurich, pp. 264-268.